

“Avec ce gouvernement, la démocratie recule”

Entretien Laurent Gérard

Le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) organise ces jeudi et vendredi, à Charleroi, sa 96^e semaine sociale. Elle aura pour thème “L’état de la démocratie”. Christian Kunsch, président du Moc, nous explique pourquoi.

Elle est si mal en point, notre démocratie ?

Oui. Si la démocratie, c’est une majorité qui exerce un pouvoir, il y a aussi un corollaire qui est le respect des minorités. Aux niveaux mondial et européen, on voit resurgir de nombreux régimes autoritaires, qui conquièrent le pouvoir de façon légitime mais remettent ensuite en question des fondements de la démocratie. On le voit en Hongrie ou en Pologne, où l’on remet en cause l’indépendance de la justice, par exemple.

Mais en Belgique, la démocratie fonctionne, non ?

Des pays comme l’Allemagne, la France, les Pays-Bas, connaissent une montée des courants populistes. L’état se resserre autour de la Belgique. Et chez nous, c’est la démocratie participative qui est attaquée. Car la démocratie, ce n’est pas que la démocratie représentative. La société civile organisée doit être prise en compte.

Ce n’est plus le cas ?

Non. Depuis quatre ans, avec la majorité nationaliste-néolibérale, il y a une rupture. Le rôle des mouvements sociaux est marginalisé. La concertation sociale se résume souvent à de l’information. Aujourd’hui, pour se faire entendre, c’est très compliqué. Avec la N-VA, qui ne veut plus de corps intermédiaires, comme les syndicats et les mutuelles. Et le MR, qui représente à peine 20% de l’électorat francophone. Cette rupture, on la voit aussi dans le rôle de la protection sociale. On chasse l’allocataire. Aujourd’hui, payer ses impôts devient quasi une injure. Des réformes successives vident les caisses de l’Etat ou de la sécurité sociale. On précarise l’emploi (flexi-jobs, contrats associatifs...). On fait croire aux gens que c’est bien de ne plus prélever d’impôts. En net, c’est vrai, on touche un peu plus, mais au moindre incident de vie, on perd des droits sociaux.

En quoi ces réformes sociales mettent-elles à mal la démocratie ?

La démocratie doit préserver l’équilibre entre le pouvoir économique, le pouvoir de l’Etat et le pouvoir social. Il y a aujourd’hui une rupture de cet équilibre, au détriment de l’Etat. Voyez la sécurité

des casernes, qui va être assurée par une entreprise commerciale. Voyez la justice, où les moyens sont diminués. Oui, c’est un recul inquiétant de la démocratie. Cela n’a pas la violence d’une dictature militaire, mais faisons attention, c’est parfois de façon démocratique que des pouvoirs autoritaires se sont installés. Donc, nous devons résister. Et pointer du doigt un phénomène a priori contre nature : qu’un pouvoir libéral, en principe garant des libertés, s’accommode du populisme, s’accommode des déclarations du secrétaire d’Etat à la migration quand il attaque les ONG qui vont secourir les migrants en Méditerranée. Cette alliance nationaliste-populiste avec les libéraux est inquiétante. Et à l’approche des élections, nous réclamons un changement radical. On ne voit pas pourquoi ce qui a fait le consensus belge (la concertation sociale, la protection sociale...) est attaqué aujourd’hui.

Que proposez-vous ?

Il faut au contraire approfondir la démocratie, en favorisant la participation, davantage qu’en votant une fois tous les cinq ans, et en reconnaissant le rôle de la société civile organisée. Je dis bien : organisée, parce que certains proposent de tirer des citoyens au sort pour les faire débattre, voire composer une partie du Parlement. Pour nous, un citoyen tiré au sort, sans accompagnement ni mise en perspective des débats, ce n’est pas une solution.

Dans ce contexte, comment jugez-vous l’émergence du mouvement E-change ?

Il est intéressant que des responsables de différents partis se parlent et qu’on y associe des gens de la société civile. Mais on veut voir le projet qui sera défendu par E-change, concrètement. Ensuite, il faudra voir comment E-change se positionnera. Car dans le paysage politique francophone, il y a deux blocs (PS et MR) et puis d’autres partis de moindre importance (CDH, Ecolo, Défi). E-change a regroupé des personnalités de ces trois partis, à un moment où le CDH a lâché le PS pour s’allier au MR en Wallonie. Nous, au Moc, nous sommes d’accord pour dire que le Parti socialiste s’est comporté à certains endroits

de manière totalement inacceptable, mais nous défendons une vision progressiste de la société.

Pensez-vous qu'E-change débouchera à terme sur la création d'un parti ?

En tout cas, s'il devait y avoir une majorité PS-MR après les élections, il faudrait quand même voir quelle

peut être l'alternative. Donc oui, ce n'est pas à exclure.

Après les élections, souhaiteriez-vous voir une coalition se construire autour du PS ?

Ce qui s'est passé (Publifin, Samusocial...) n'est pas anodin. En matière de gouvernance, il faut un signal fort, une réaction. Mais je ne voudrais pas que l'on se dirige vers des coalitions bâties autour du MR. Cela ne nous rassure pas, quand on voit qu'il joue dans une coalition fédérale en totale rupture avec le modèle social que l'on connaissait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

“Les difficultés de mobilisation de la CSC ne viennent pas d'Arco”

Le gouvernement fédéral n'a toujours pas trouvé de solution dans le dossier Arco. Gardez-vous espoir que les 800 000 coopérateurs d'Arco, dont 150 000 francophones, membres du Moc, puissent récupérer l'argent perdu dans la faillite de Dexia ?

Oui. Il faut rappeler qu'après la crise financière de 2007-2008, le gouvernement a demandé au Moc, ainsi qu'à d'autres, de réinjecter des fonds afin de préserver la représentation belge dans Dexia. En contrepartie, le gouvernement a apporté sa garantie. Depuis le départ, on sait que les coopérateurs ne vont pas retrouver l'intégralité de leur mise. D'ailleurs, ces coopérateurs, dont je fais partie, n'ont pas tout perdu: ils ont bénéficié de taux préférentiels pour leurs emprunts hypothécaires à la Bacob; ils ont obtenu une ristourne pour leur assurance habitation... Dès lors, il est question de récupérer 40% de la valeur de la part au moment de la mise en liquidation; ce qui ferait 80% de la valeur initiale. Puisqu'il y a un engagement du gouvernement, on ne voit pas pourquoi on n'y arriverait pas.

L'entrée en Bourse de Belfius va y contribuer...

Le gouvernement veut faire entrer Belfius en Bourse, une idée que je ne soutiens pas car une banque d'Etat a un rôle à jouer, notamment pour faciliter l'accès au logement. Je dis oui à une

banque publique et oui à une solution pour Arco, sauf s'il devait y avoir une monnaie d'échange: que le mouvement ne conteste pas la politique fédérale.

C'est quand même un peu le cas, non ? La CSC est modérée dans ses actions contre la suédoise.

Les difficultés de mobilisation syndicale ne viennent pas d'Arco.

Mobiliser est devenu compliqué après quatre années de politique néolibérale et de recul démocratique. Le dossier Arco n'est pas une monnaie d'échange. Je l'ai entendu de la bouche du président et de la secrétaire générale de la CSC, devant des coopérateurs mécontents.

Pour un contribuable lambda, est-il normal que l'Etat mette la main à la poche pour que les coopérateurs d'Arco récupèrent leur mise ?

Je comprendrais que le citoyen lambda se plaigne si l'Etat devait décaisser un milliard, surtout avec toutes les critiques que le Moc fait vis-à-vis du déficacement de l'Etat ou de la sécurité sociale. Mais ce n'est pas le cas. En fait, le remboursement des

40% de la valeur des parts, cela représente 600 millions d'euros.

Belfius, qui a longtemps refusé de payer, est maintenant prête à lâcher 400 millions d'euros, de peur que la mise en Bourse ne puisse pas se faire à temps. Il ne reste donc plus que 200 millions à trouver. A l'issue de la liquidation de Dexia, les créanciers seront remboursés. Et parmi ceux-ci, il y a des organisations membres du mouvement qui avaient répondu favorablement à l'appel à recapitaliser Dexia: la CSC, la Mutualité chrétienne et le Moc flamand (le Moc francophone n'avait, lui, pas la capacité financière). Or, ces organisations ont dit qu'elles ne toucheraient pas à cet argent, qu'elles le remettraient dans le pot, pour les coopérateurs. Cette somme doit représenter 60 à 80 millions d'euros. A cela il faudra encore ajouter le solde de la liquidation. Enfin, il y a l'amende imposée par l'Europe, qui estime que la garantie d'Etat a pu favoriser les affaires d'Arco. Sous-entendu: les coopérateurs seraient partis en masse s'il n'y avait pas eu cette garantie. C'est tordu comme raisonnement. Que l'on me démontre l'avantage qu'Arco a tiré de la garantie du gouvernement. Ce serait la moindre des choses, si l'Etat devait percevoir cette amende de 120-130 millions, qu'il la laisse pour les coopérateurs. Faites le calcul: 400 + 80 + 120, on les a, les 600 millions d'euros. Et le citoyen lambda n'aura rien perdu.

A savoir

Le Moc bientôt présidé par une femme

Le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) se définit comme un mouvement social ouvert et pluraliste, qui développe un projet politique de solidarité et d'égalité. Le Moc est une coupole qui regroupe le syndicat CSC, la Mutualité chrétienne, Vie féminine, les Equipes populaires et les Jeunes organisés et combattifs (ex-Jeunesse ouvrière chrétienne). Au contraire de son pendant flamand (Beweging.net), le Moc n'a pas abandonné le qualificatif "chrétien", mais il se réfère davantage à des valeurs qu'à une religion. Le 5 juin, le Moc se choisira un nouveau président, qui succédera, en janvier 2019, à Christian Kunsch, qui part à la pension. Ariane Estenne, ancienne de Vie féminine actuellement conseillère de la ministre de la Culture Alda Greoli (CDH), est seule candidate à sa succession.

■ Le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) se penche ces jeudi et vendredi sur l'état de la démocratie.

Son président Christian Kunsch s'inquiète et dénonce les ruptures imposées par la "suédoise".

■ Il défend la position du mouvement dans le dossier Arco.